



Mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires 2025

**Présenté à M. Éric Girard
Ministre des Finances du Québec**

Février 2025

Contexte

Le Québec et le Canada évoluent dans un contexte économique mondial de plus en plus incertain, marqué par la montée du protectionnisme et des tensions commerciales croissantes avec les États-Unis. Ces défis menacent non seulement notre compétitivité, mais aussi l'accès de nos entreprises aux marchés et aux opportunités qui ont historiquement contribué à notre prospérité.

De plus, une nouvelle menace, plus insidieuse encore, se profile à l'horizon pour les entreprises à propriété féminine. La récente signature d'un décret présidentiel américain visant à éliminer les programmes de diversité met en péril des décennies de progrès en matière d'accès équitable aux opportunités économiques. Ces programmes, qui facilitent notamment l'obtention de contrats fédéraux pour les entreprises détenues par des femmes et des groupes sous-représentés, sont aujourd'hui remis en question. Ce retour en arrière risque d'avoir des conséquences directes pour les entreprises appartenant à des femmes et à terme, c'est toute une vision d'une économie plus inclusive et compétitive qui est fragilisée.

Conscient de ces enjeux, le Réseau des Femmes d'affaires du Québec (RFAQ) a sondé ses membres afin d'évaluer l'impact de ces changements sur les entrepreneures d'ici. Les constats qui en émergent sont clairs : l'accès aux opportunités d'affaires internationales se complexifie, et les risques pour la croissance des entreprises détenues par des femmes s'intensifient. Fort de ces témoignages et analyses, le RFAQ formule aujourd'hui des recommandations stratégiques afin d'assurer la résilience et la prospérité de nos entreprises dans ce contexte en mutation.

Impacts et répercussions d'une guerre tarifaire

1. Menace de guerre tarifaire entre les États-Unis et le Canada

Une majorité des répondants (60%) pensent que leur entreprise sera affectée par une guerre tarifaire, que ce soit directement ou indirectement. Une forte majorité de répondantes (82%) sont en faveur de l'imposition de contre-tarifs et 100% d'entre elles souhaitent l'élimination des barrières commerciales entre les provinces afin d'encourager la production nationale et l'achat local.

2. Impacts sur les entreprises féminines

Les femmes d'affaires du Québec prévoient des conséquences importantes sur leurs coûts et leur compétitivité, en regard de la situation actuelle. Elles devront s'adapter en diversifiant leurs marchés et en trouvant des alternatives pour leurs approvisionnements. Les principaux impacts identifiés sont :

- **Hausse des coûts d'approvisionnement** (38% d'entre elles)
- **Réorientation des marchés** (27%)
- **Perte de compétitivité** (23%)
- **Difficulté d'exportation** (18%)
- **Autres impacts** (36%)
 - Annulation de contrats
 - L'incertitude créera un ralentissement économique
 - Le ralentissement économique entraîne la perte de clients et moins de ventes
 - L'augmentation du taux de chômage
 - L'incertitude entraîne une stagnation des investissements pour les organisations

3. Les mesures d'atténuation souhaitées

Les entreprises interrogées ont identifié plusieurs mesures d'atténuation souhaitées pour faire face aux effets d'une éventuelle guerre tarifaire entre les États-Unis et le Canada. Les principales mesures demandées sont les suivantes :

- **Accompagnement en stratégie commerciale (62% d'entre elles)**: certaines entreprises expriment un besoin d'encadrement pour adapter leur modèle d'affaires et améliorer leur compétitivité.
- **Allègement fiscal (58%)** : les entreprises consultées souhaitent des réductions d'impôts ou des incitatifs fiscaux pour compenser l'augmentation des coûts.
- **Aide à la diversification des marchés (55%)** : plusieurs entreprises souhaitent une assistance pour explorer de nouveaux marchés et réduire leur dépendance aux États-Unis.
- **Soutien financier direct (42%)** (ex. congé d'intérêt sur un prêt) : une aide immédiate en termes de liquidités semble être une priorité afin de pouvoir diversifier leurs marchés.
- **Autres mesures (18%)** :
 - libéralisation des échanges interprovinciaux
 - assouplissement des règles linguistiques sur les produits canadiens afin de permettre aux plus petites entreprises du Canada d'accéder au marché québécois
 - accompagnement gouvernemental efficace et fait par des personnes très compétentes.

4. Recommandations

Au Québec, les entreprises appartenant à des femmes sont largement préoccupées par le protectionnisme américain et une guerre tarifaire potentielle, avec des conséquences importantes sur leurs coûts, leurs clients et leur compétitivité. Elles devront s'adapter en diversifiant leurs marchés et en trouvant des alternatives pour leurs approvisionnements. Les entrepreneures souhaitent renforcer la résilience économique du Québec et du Canada à travers des mesures protectionnistes et de stimulation du marché intérieur. Le gouvernement doit ainsi envisager des stratégies combinant réciprocité commerciale et soutien à l'industrie nationale.

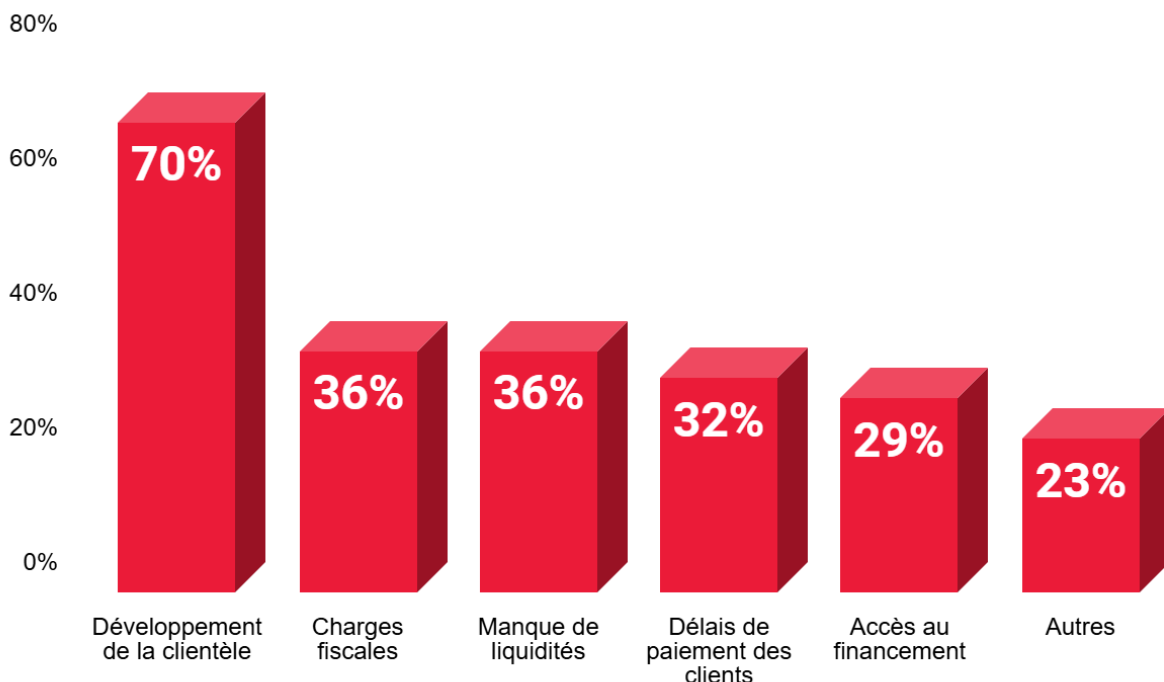
Le RFAQ recommande les actions suivantes afin de soutenir nos entrepreneures d'ici:

1. **Aider les entreprises à propriété féminine à diversifier leurs marchés**
 - via un soutien direct lors de missions commerciales
 - via un soutien aux organisations qui accompagnent les entrepreneures
 - en éliminant les barrières interprovinciales
2. **Utiliser les marchés publics pour soutenir l'économie locale et l'entrepreneuriat féminin**
 - chaque achat public doit devenir un levier stratégique pour soutenir l'économie locale, favoriser l'entrepreneuriat féminin et renforcer la compétitivité des entreprises québécoises
3. **Renforcer les programmes d'accompagnement à l'exportation**
 - notamment via des aides pour identifier et accéder à de nouveaux marchés
4. **Mise en place de crédits d'impôt spécifiques et/ou d'un fonds d'urgence**
 - afin d'atténuer l'impact des hausses de coûts
 - en offrant des prêts à taux réduit ou des subventions aux entreprises les plus touchées
5. **Développer des initiatives d'accompagnement stratégique**
 - pour aider les entreprises à adapter leur modèle d'affaires
 - et à améliorer leur compétitivité.

Défis financiers les plus fréquents

Le contexte actuel ajoute aux défis traditionnels auxquels les entrepreneures québécoises font face. Ces défis économiques supplémentaires freinent leur croissance et leur pérennité. S'ils ne sont pas atténués, ces défis risquent de freiner la contribution essentielle des femmes d'affaires à l'économie québécoise. À travers notre consultation, plusieurs enjeux majeurs ont émergé comme préoccupations centrales pour nos membres.

- En premier lieu, le **développement de la clientèle demeure une priorité pour 70%** d'entre elles, illustrant l'importance d'accroître les opportunités d'affaires pour assurer la croissance des revenus. **Un enjeu presque 2 fois et demie plus important que l'accès au financement.**
- Leur croissance est également entravée par une **charge fiscale jugée lourde**, un **manque de liquidités** et des **délais de paiement excessifs**, qui fragilisent la trésorerie.
- Par ailleurs, l'**accès au financement** reste un obstacle pour 29% des entrepreneures, limitant la capacité des entrepreneures à investir, innover, développer leur entreprise ou gérer les opérations courantes.
- Parmi les **autres défis** mentionnés, on retrouve:
 - Baisse des revenus liés aux projets américains
 - Main-d'oeuvre: recrutement de personnel compétent ET expérimenté, immigration
 - Arrivée de l'intelligence artificielle
 - Paperasse gouvernementale
 - Automatisation



Recommandations liées au développement de la clientèle

Le RFAQ recommande les actions suivantes afin de soutenir les entrepreneures d'ici dans le développement de leur clientèle:

6. **Faciliter l'accès aux marchés privés** : Offrir des programmes d'aide à la diversification des marchés et d'accompagnement stratégique pour aider les entrepreneures à développer leur clientèle, tout en assurant que ces entreprises bénéficient de conditions compétitives et équitables dans les appels d'offres.
 - En ce sens, les initiatives de diversité des fournisseurs sont des stratégies efficaces et essentielles au développement d'affaires
7. **Faciliter l'accès aux marchés publics** : Afin d'assurer une meilleure participation des entreprises à propriété féminine dans la **chaîne d'approvisionnement du gouvernement du Québec** et de ses organismes publics, le RFAQ recommande
 - d'ajouter les entreprises à propriété féminine à l'article 14.10, alinéa 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), ainsi que l'ajout d'un alinéa à l'article 14.11 afin d'accorder un avantage sous la forme d'une marge préférentielle aux entreprises appartenant aux femmes.
 - Selon cette loi, un contrat de gré à gré peut être octroyé sans appel d'offres préalable dans certaines situations spécifiques, notamment au sein de l'espace d'innovation des marchés publics. Un tel ajout permettrait au gouvernement du Québec d'avoir davantage les coudées franches afin d'augmenter l'apport des entrepreneures au sein de son volume d'achat. Une telle mesure favoriserait un approvisionnement plus inclusif et plus responsable de la part du gouvernement du Québec.
 - **Sensibiliser les gestionnaires gouvernementaux** à l'impact positif de l'octroi d'un contrat de gré à gré aux entreprises à propriété féminine. Les contrats gouvernementaux offrent de nombreux avantages:
 - en termes de stabilité financière;
 - en matière de crédibilité pour établir et renforcer sa réputation;
 - offre l'accès à un large marché : le gouvernement est le plus gros acheteurs de biens et de services;
 - l'accès à du financement, car un contrat d'approvisionnement à long terme avec le gouvernement peut aider les PME à obtenir du financement auprès des institutions financières et/ou
 - des opportunités de croissance à long terme.
8. **Besoin d'accompagnement et de formations**: afin de permettre aux entrepreneures d'accéder aux marchés privés et publics, il est crucial de les accompagner et de les former au processus d'octroi de contrats et/ou d'appels d'offres privés et publics.

Autres recommandations liées aux défis financiers

Le RFAQ recommande les actions suivantes afin de soutenir les entrepreneures d'ici, face aux défis économiques croissants dans le contexte actuel:

9. **Alléger la fiscalité des entreprises appartenant à des femmes**, notamment via des crédits d'impôt et des réductions fiscales, pour encourager l'investissement et la croissance.
10. **Poursuivre l'accès au financement**, avec des programmes adaptés aux besoins spécifiques des entrepreneures (prêts à taux réduits, subventions de démarrage, fonds d'investissement dédiés)
11. **Promouvoir des subventions ciblées** pour des secteurs stratégiques, en forte croissance ou pour des entreprises touchées par le contexte économique actuel.
12. **Mettre en place des programmes d'accompagnement et de formation** pour renforcer les compétences entrepreneuriales et aider à la gestion d'entreprise.
13. **Améliorer la visibilité et l'accessibilité des programmes offerts** afin que les entrepreneures soient davantage informées. Simplifier les démarches administratives et une meilleure orientation pourraient aussi augmenter le taux de participation aux programmes.
14. **Renforcer l'accompagnement personnalisé** en fonction des besoins spécifiques des entrepreneures.
15. **Élargir l'accès aux prêts garantis et crédits d'impôt** en adoptant une approche plus inclusive afin de permettre à un plus grand nombre de femmes entrepreneures d'accéder à des fonds.
16. **Promouvoir l'inclusion des entrepreneures** dans les chaînes d'approvisionnement, des programmes de financement, etc.

Un focus sur ces mesures gouvernementales aurait un impact significatif sur la croissance des entreprises appartenant à des femmes et pourrait favoriser une meilleure inclusion et représentation dans l'économie québécoise.

Conciliation travail, famille et vie personnelle

La question de la conciliation travail, famille et vie personnelle reste omniprésente pour les femmes d'affaires. Selon notre sondage, 78% d'entre elles nous confient que cette conciliation impacte leurs décisions d'affaires ou de gestion.

Recommandations liées à la conciliation travail, famille et vie personnelle

Afin de soutenir les entrepreneures dans leur gestion équilibrée du travail, de la famille et de leur vie personnelle et de favoriser un environnement de travail sain et équilibré, le RFAQ recommande les actions suivantes:

17. **Favoriser davantage de flexibilité** : en mettant en place des politiques d'horaires flexibles, de télétravail et de congés personnels pour permettre aux femmes d'équilibrer leur vie professionnelle et personnelle plus facilement. Cela inclut la possibilité d'adapter les heures de travail en fonction des besoins familiaux, tout en permettant une productivité optimale.
18. **Renforcer l'accès au soutien psychologique** : comme des séances de coaching ou des programmes de gestion du stress, ou même des partenariats avec des services de santé mentale pourraient contribuer à améliorer le bien-être des entrepreneures.
19. **Offrir des services de garde mieux adaptés** : par exemple, en adéquation avec les horaires de travail parfois atypiques des entrepreneures ou encore la création d'espaces de garde au sein même des milieux de travail réduirait les contraintes logistiques.
20. **Congés parentaux mieux adaptés** : par exemple, des congés parentaux prolongés ou des conditions de retour au travail plus flexibles après la naissance d'un enfant permettent de se concentrer sur leur famille sans renoncer à leur carrière.
21. **Accompagner les entrepreneures dans l'intégration de cet équilibre** :
Des formations et du soutien pour aider les entrepreneures à structurer leur travail de manière à maintenir une meilleure conciliation entre les différents aspects de leur vie.
22. **Mettre en place des réseaux de soutien** pourrait permettre de partager des stratégies et des meilleures pratiques et ainsi offrir un réconfort dans les moments où la charge mentale devient trop lourde.
23. **Sensibiliser sur l'importance de la santé mentale et du bien-être** :
Il serait également pertinent de promouvoir des initiatives axées sur le bien-être des entrepreneures, telles que des sessions de relaxation, des conseils en gestion du stress, ou des événements de bien-être. Un bon équilibre personnel peut se traduire par une productivité accrue et une meilleure prise de décision professionnelle.

Principaux défis pour l'avenir

Comme pour l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial, dans un contexte de transformation rapide, les entrepreneures québécoises font face à une concurrence accrue, à des incertitudes économiques et à des coûts d'opération en hausse. La pénurie de main-d'œuvre, l'évolution des attentes des clients et l'intégration croissante de l'intelligence artificielle compliquent encore davantage leur adaptation. Ces défis fragilisent la croissance et la rentabilité des entreprises à propriété féminine, rendant essentiel le déploiement de solutions adaptées pour assurer leur succès et leur contribution à l'économie québécoise.

Les entrepreneures sondées font face à une multitude de défis qui varient en fonction de leur domaine spécifique. Voici leurs principales préoccupations :

- **Compétition accrue et mondialisation** : La compétition étrangère (particulièrement de la Chine) est une préoccupation constante, notamment pour les entreprises manufacturières et celles du secteur des services. La montée en puissance de l'intelligence artificielle (IA) est perçue comme un défi dans certains secteurs.
- **Problèmes économiques** : Une récession économique imminente et un ralentissement des dépenses des clients pourraient limiter la demande de services ou produits. L'instabilité économique mondiale et locale, ainsi que les politiques gouvernementales changeantes rendent les prévisions d'investissement et les relations commerciales plus incertaines.
- **Problèmes de main-d'œuvre** : Le manque de main-d'œuvre qualifiée d'expérience, ainsi que la difficulté à attirer et retenir des employés compétents, est une préoccupation fréquente dans de nombreux secteurs. Le prix de la main-d'œuvre et son augmentation sont également un facteur de pression pour de nombreuses entreprises qui doivent équilibrer coûts d'opérations et rémunération des employés tout en restant compétitives.
- **Coûts d'opération** : L'augmentation des coûts de main-d'œuvre, d'approvisionnement, ainsi que des frais généraux rendent difficile le maintien de marges bénéficiaires satisfaisantes pour de nombreuses entreprises. Les tarifs douaniers et étrangers, la fluctuation des devises et les problèmes d'approvisionnement peuvent augmenter les coûts et nuire à la compétitivité.
- **Changements dans les attentes des clients** : La réduction des budgets des clients est un facteur qui limite les opportunités commerciales. La fidélisation de la clientèle devient de plus en plus difficile dans un contexte où les consommateurs cherchent des solutions moins chères ou alternatives.
- **Technologie et innovation** : L'adoption de l'IA dans divers secteurs de services et la nécessité de s'adapter à ces changements technologiques sont des défis majeurs. L'innovation continue est nécessaire pour maintenir une différenciation sur le marché, mais cela peut être coûteux et difficile pour les petites entreprises.

Recommandations

24. Innovation et adaptation technologique

- **Poursuivre d'investir dans l'IA et la transformation numérique** pour automatiser certains processus et améliorer l'efficacité. Pour les secteurs où l'IA pourrait remplacer des tâches humaines, il serait judicieux de former les équipes à de nouvelles compétences qui ajoutent de la valeur dans un environnement plus technologique.
- **Renforcer les compétences internes** et l'innovation dans le domaine des produits et services pour se différencier de la concurrence.

25. Gestion des coûts et de la main-d'œuvre

- **Optimiser les coûts** en explorant des modèles d'affaires plus rentables (par exemple, par la réduction des coûts fixes, l'externalisation de certaines tâches, ou l'adoption de solutions automatisées).
- **Former le personnel** plutôt que de chercher de nouvelles recrues externes, surtout lorsque la main-d'œuvre qualifiée est difficile à trouver. Offrir des formations continues et mettre en place des stratégies de rétention des talents.

26. Diversification des marchés et des clients

- **Diversifier les marchés** (géographiques et sectoriels) pour réduire la dépendance à un seul type de client ou à un secteur particulièrement impacté par la crise économique ou la baisse de la consommation.
- **Se concentrer sur le développement de la clientèle** et sur l'établissement de relations durables avec les clients existants. Offrir des services de valeur ajoutée pour maintenir l'engagement des clients même en période d'incertitude économique.

27. Optimisation des flux de trésorerie :

- Mettre en place des stratégies pour améliorer le **cash flow** et réduire les coûts fixes, en particulier dans un environnement où les délais de paiement peuvent s'allonger et les marges se rétrécir.
- **Explorer de nouvelles sources de financement**, notamment pour les investissements technologiques ou la transformation numérique, qui sont cruciaux pour la survie à long terme.

28. Stratégies face à l'incertitude économique :

- **Réduire la dépendance** aux secteurs vulnérables aux réductions de dépenses gouvernementales ou aux fluctuations économiques.
- **Anticiper les baisses de revenus** et adapter les prévisions de ventes pour gérer les périodes de ralentissement économique avec plus de flexibilité.

Miser sur les opportunités de croissance

Les entreprises à propriété féminine sont agiles, innovantes et disposent de nombreuses opportunités de croissance. Elles se démarquent souvent par leur créativité, leur approche collaborative et leur capacité à innover. Dans certains secteurs, cette différence est perçue comme un avantage.

Voici quelques recommandations pour stimuler leur croissance:

- **Développer les réseaux et partenariats**
 - Favoriser les réseaux de femmes d'affaires pour encourager le partage d'expériences et le codéveloppement.
 - Mettre en place des partenariats stratégiques entre elles pour mutualiser les ressources et renforcer la compétitivité.
- **Valoriser les entreprises féminines**
 - Promouvoir les succès et les contributions des entrepreneures.
 - Créer des plateformes de mise en relation et des événements pour augmenter leur visibilité, notamment auprès d'autres entreprises (B2B).
- **Encourager l'innovation et l'adaptation**
 - Aider les entrepreneures à adopter les nouvelles technologies et à anticiper les tendances du marché.
 - Soutenir les PME féminines pour leur adaptation aux changements économiques.
- **Favoriser l'égalité des chances**
 - Réduire les biais de genre dans l'accès aux opportunités.
 - Sensibiliser les acteurs économiques à la valeur des entreprises féminines.

Conclusion

Un levier économique sous-exploité

Les entreprises à propriété féminine jouent un rôle clé dans l'économie québécoise, contribuant à l'innovation, à la diversification des marchés et à la création d'emplois durables. Au Canada, elles injectent **150 milliards de dollars dans l'économie et emploient plus de 1,5 million de personnes**. Bien qu'en forte croissance, les entreprises détenues par des femmes restent largement sous-représentées dans les chaînes d'approvisionnement. **Elles représentent 19,6% des entreprises privées au Canada, mais captent encore moins de 10 % des contrats des marchés publics et 1% des grandes entreprises**. Cette réalité freine leur développement et souligne l'urgence d'accroître leur accès aux opportunités économiques. **L'accès égalitaire aux marchés ne doit pas être considéré comme une faveur, mais comme un levier économique essentiel.**

Des opportunités à saisir

Malgré ces obstacles, les entrepreneures québécoises font preuve d'une résilience et d'une capacité d'innovation remarquables. Pour maximiser leur impact économique, il est impératif que les mesures de soutien ne se limitent pas à des encouragements symboliques, mais qu'elles se traduisent par des actions concrètes et adaptées à leurs besoins.

Des mesures concrètes pour un impact durable

Le RFAQ recommande la mise en place d'initiatives structurantes pour lever les barrières systémiques et favoriser la croissance des entreprises appartenant à des femmes :

- Aider les entreprises à propriété féminine à diversifier leurs marchés
- Faciliter l'accès aux marchés privés et publics
- Utiliser les marchés publics pour soutenir l'économie locale et l'entrepreneuriat féminin
- Renforcer les programmes d'accompagnement à l'exportation
- Renforcer les compétences entrepreneuriales et étendre leurs réseaux
- Mettre en place des programmes spécifiques en appui aux défis financiers liés à la conjoncture économique actuelle
- Soutenir les entrepreneures dans la conciliation travail, famille et vie personnelle
- Soutenir les entrepreneures dans un contexte de transformation rapide des technologies

Un engagement nécessaire pour une croissance inclusive

En intégrant ces recommandations aux orientations budgétaires, le gouvernement québécois enverra un signal fort quant à sa volonté de soutenir pleinement l'entrepreneuriat féminin. Ce soutien ne profitera pas uniquement aux entrepreneures elles-mêmes, mais à l'ensemble de l'économie québécoise, en stimulant la compétitivité, l'innovation et la création d'emplois durables. Construire une économie plus inclusive et équitable passe par la reconnaissance et l'appui des entreprises appartenant à des femmes, qui sont aujourd'hui un moteur sous-exploité du développement économique du Québec.